

Cliniques d'impôt: c'est un départ!

Le Service budgétaire populaire de l'Estrie a l'immense plaisir d'annoncer que les cliniques d'impôt 1995 ne sont plus suspendues! L'obtention, en dernière minute, d'un projet d'emploi permet à cette activité de reprendre son envol pour l'année 1995. Ainsi, cet appui important du Bureau du Développement des ressources humaines Canada rend possible la tenue des Cliniques d'impôt gratuites du Service budgétaire populaire, au bénéfice de la population à faible revenu du territoire sherbrookoïse.

Le S.B.P. voit dans l'obtention de ce projet d'emploi, une reconnaissance de l'énorme travail fait depuis sept ans par l'organisme, permettant l'engagement bénévole de près de 200 personnes désirant s'impliquer dans cette activité, et générant une entraide imposante pour le milieu sherbrookoïse.

Le Service budgétaire populaire est soulagé que soit levée la menace de suspension qui pesait sur cette activité cet automne, qui aurait entraîné la mise de côté d'un service très peu coûteux et hautement profitable pour notre société.

Le projet d'emploi obtenu témoigne aussi de l'importance des cliniques d'impôt pour les personnes à faible revenu. Plusieurs personnes, incapables de compléter leurs déclarations elles-mêmes et n'ayant déjà pas les ressources financières pour assurer leurs dépenses essentielles, auraient été contraintes de consacrer une partie de leur budget pour faire remplir ces déclarations. Compléter une déclaration de revenus est d'ailleurs devenu obligatoire pour recevoir les prestations fiscales pour enfants ou le remboursement de TPS, qui sont des revenus essentiels pour

les familles à faibles revenus.

Le Service budgétaire populaire tient donc à remercier chaleureusement son équipe de bénévoles, de même que l'ensemble des organismes qui ont supporté ses démarches pour assurer la survie des cliniques d'impôt. Cette nouvelle d'aujourd'hui constitue pour notre organisme, pour nos membres et pour la population sherbrookoïse, un geste de solidarité fortement apprécié.

Les cliniques d'impôt auront lieu de 9h à 19h, au sous-sol de l'Église Immaculée Conception, du 1er au 30 mars prochains. Une garderie gratuite sera disponible sur les lieux.

Marjorie Tyröler

SBP (Service budgétaire populaire)
(819) 563-0535

Sommaire

- Réforme Axworthy: coupures et effets p.2
- L'endettement chez les jeunes p.11
- Chronique cinéma et art p.12

Supplément international

- Dossier Irlande: histoire et politique p.3
- Les lendemains de l'apartheid p.4
- République dominicaine: esclaves haïtiens p.5
- C.S.I.: Semaine du développement international p.6
- Rwanda: qui sont les vrais ennemis? p.8
- Rallye Tiers-Monde: nouvelle campagne p.10

L'ÉGLISE DIOCÉSAIN EN SYNODE

ARCHEVÊCHÉ DE SHERBROOKE

Osons
l'espérance!

Une vaste consultation
fort réussie

La première étape du synode du diocèse de Sherbrooke achève et s'avère être un très grand succès. 26 000 personnes ont répondu aux 125 000 questionnaires distribués, consacrant en moyenne 45 minutes de leur précieux temps à écrire leurs valeurs personnelles en regard des valeurs chrétiennes qui prévalent dans l'Église en cette fin de millénaire.

Équipes synodales

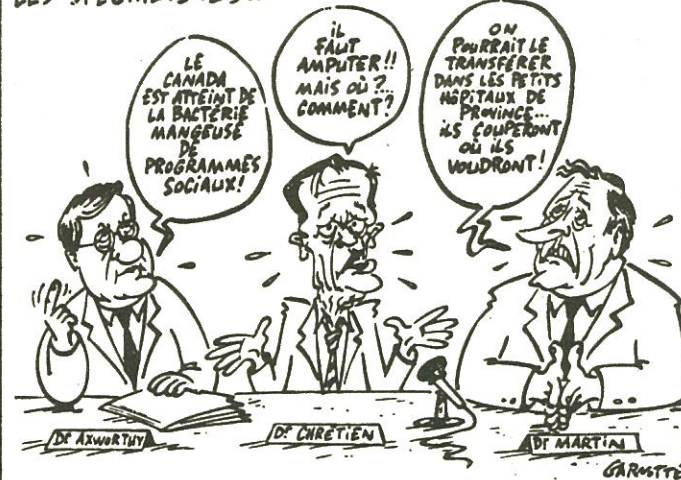
La compilation informatisée présentement en cours sous l'oeil averti de M. Robert Langlois, permettra de dégager une douzaine de thèmes qui feront l'objet de la deuxième étape synodale. Des équipes sont en formation dans tous les coins du diocèse. En mars et avril, ces groupes discuteront d'un thème de leur choix et formuleront des recommandations. Ces recommandations servi-

ront à l'élaboration des cahiers synodaux qui seront étudiés et discutés à deux reprises en équipes à travers tout le diocèse. L'Assemblée synodale, présidée par l'Évêque, sera appelée à approuver par son vote ces propositions d'orientation de la pastorale diocésaine.

Travail bénévole

C'est la participation enthousiasme de centaines de bénévoles, sous la responsabilité de Louissette

LES SPÉCIALISTES...



Richard, qui a permis de faire le dépouillement des 26 000 questionnaires. Cette extraordinaire expérience démontre, une fois de plus, que des bénévoles qualifiés et intéressés font bien avancer les choses dans notre société. Les orientations pastorales de l'Église de Sherbrooke s'inspireront de la vaste consultation actuelle pour entrer dans le 21e siècle avec espérance.

Gilles Paquette
Comité de publicité
pour le synode



Une assemblée publique sur
la réforme Axworthy
Date : 6 février à 19h30
Où : Cégep
Pavillon 2
Local 53-284

Éditorial

LE TRIUMVIRAT OU LES VERRATS?

Malgré les apparences, l'hiver 95 s'annonce chaud... en mobilisation. Le 12 février se tiendra une manifestation à Montréal contre les compressions dans les programmes sociaux, les personnages visés : Chrétien-Axworthy-Martin, le trio infernal! Cette marche contre l'appauvrissement est organisée par Solidarité Populaire Québec, la coalition des groupes de femmes du Québec, la coalition étudiante et les 3 centrales syndicales : CEQ, CSN et FTQ.

"À quoi ça sert?"

Concentrons-nous sur le livre vert du ministre Axworthy. Cette réforme vise le démantèlement des programmes sociaux. Les plus touchés dans l'immédiat : les chômeurs, les assistés sociaux et les étudiants. À court terme : les travailleurs et les retraités. À long terme : une démarcation accentuée entre les riches et les pauvres, ce qui va entraîner une société en dégradation.

Les chômeurs et les assistés sociaux seront forcés d'accepter tout emploi ou travaux communautaires. Ces programmes de main-d'oeuvre à bon marché "cheap labor" font l'affaire des entreprises. Pourquoi engager quelqu'un à meilleur salaire avec de bonnes conditions de travail? Des "bouche-trous" sont maintenant disponibles sur le marché! Imaginez aussi la pression sur les travailleurs. Ils devront presque tout accepter, sinon... dehors! L'employeur prendra quelqu'un de plus docile et de moins dispendieux.

De plus, la réforme fait une distinction entre les bons chômeurs et les mauvais chômeurs (3 demandes en 5 ans, soit environ 40% du total des chômeurs). Leurs prestations se verront couper davantage et d'une durée moindre que les bons chômeurs.

La réforme prévoit de couper dans le financement des cégeps et des universités, la conséquence de ce retrait financier du gouvernement fédéral emmènera une hausse des frais de scolarité (environ 2 000\$ de plus par année), les étudiants ne seront donc pas épargnés. Les enfants de riche seront de nouveau favorisés, "l'élite" refait surface (il faut ressortir les anciens termes d'avant le rapport Parent des années 60). Un étudiant de la classe moyenne s'orientera vers des secteurs sûrs pour décrocher un bon emploi; sinon, il devra peut-être déclarer faillite à cause de l'énormité de sa dette.

Stratégie politique s'impose

Bien entendu, les coupures dans les programmes sociaux du gouvernement Chrétien vont s'étaler sur quelques années, car l'année 1995 en est une décisive : le référendum. Le gouvernement fédéral a intérêt à ménager le peuple québécois s'il ne veut pas perdre une vache à lait importante pour lui. Mais chose certaine, les chômeurs et les assistés sociaux vont "y goûter" en premier. C'est mieux vu par la populace que d'amener immédiatement le début des versements des prestations de retraite à 67 ans. Déjà en coupant à un endroit crucial, un effet domino va s'en suivre - lentement mais sûrement.

"À quoi ça sert?", maintenant nous savons, et personne ne peut rester insensible à un avenir bafoué par un gouvernement. La population sherbrookoise est invitée à se rendre à la manifestation à Montréal. Le départ aura lieu le 12 février à 10h30 au Palais des sports, 360 rue Parc.

L'équipe de rédaction

"Coupures" rime avec "blessures".

Des plaies économiques et sociales

couvrent toute la province.

Crepons l'abcès pendant

qu'il est encore temps!

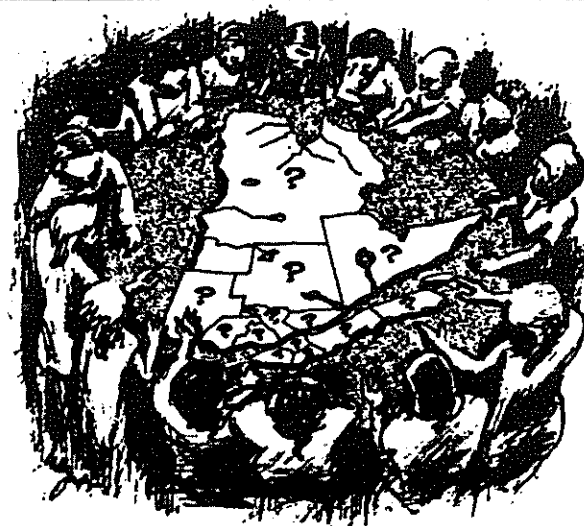


Illustration: James Wagner.

Titre de Vie Ouvrière, no 252, janv.-févr. 95.

Billet

La réforme des programmes sociaux du ministre Axworthy:

UN BIEN-ÊTRE ÉCONOMIQUE NOUS EST PROMIS!

La réforme des programmes sociaux du ministre Axworthy n'est que l'une des mesures à la hauteur d'une période nouvelle priorisant le maintien de l'ordre économique à celui de l'ordre social.

Comble d'illogisme, notre société se transforme peu à peu en des êtres humains qui constituent une marchandise rentable pour certains ministères.

Cette réforme, réalisée par des dirigeants de l'État canadien, provient d'une commande passée par l'O.C.D.E. (Organisation de Coopération et de Développement économique), comptant plus de 25 pays membres industrialisés, dont le Canada. Cette organisation est en fait une espèce de quartier général où sont élaborées stratégies et études en vue de favoriser le maximum de profits pour les entreprises privées et d'assainir les finances publiques de ses états membres et du F.M.I. (Fond monétaire international).

Ne nous leurrions donc pas sur le bien-être économique que l'on nous promet puisqu'il concerne exclusivement les finances canadiennes, non le nôtre.

BUDGET DE FÉVRIER 95: DIMINUTIONS ET COUPURES

Nous le savons déjà. Le budget du mois de février en sera un de "guerre". D'ores et déjà, tout porte à croire qu'il contiendra encore une fois des coupures à l'assurance-chômage et ce, au nom de l'éternelle lutte au déficit: diminution de la durée de la période de prestations, diminution du taux de salaire hebdomadaire moyen à 50%, et peut-être même la disparition de la norme variable d'admissibilité (le fameux taux de chômage régional) impliquant une augmentation du nombre minimum de semaines pour se qualifier (actuellement fixé à 12 semaines).

Les coupures de prochain budget viennent démontrer que les consultations publiques sur l'avenir des programmes sociaux au Canada sont complètement pipées et qu'elles ne servent qu'à appuyer des choix déjà entérinés par le gouvernement fédéral.

Denis Poudrier
Sylvain Janvier

Mouvement des chômeurs
et chômeuses de l'Estrie

Source: Regroupement des chômeurs
et des chômeuses du Québec.

Journal communautaire

journal bimestriel



187 Laurier
local 317 (3^e étage), J1H 4Z4
Tél.: 821-2270

AMECQ Association des
médias écrits
communautaires
du Québec

Équipe de rédaction

Maryse Dumont
Sylvain Toutant
Normand Gilbert

Responsable de l'information

Maryse Dumont

Collaborateurs-trices

Alexandre Badibanga
Jean Beausette
Nathalie Brault
Éric Caldwell
Yves Oouturier
André Kazadi-Ka-Cisungu
Sylvain Janvier
Maro Nadeau
Berohmans Nijimbere
Obed Nkuzimana
Denis Poudrier

Josée Proulx
Marjorie Tyroler
Daniel Vanoverschelde

Éditeur: La Voix Ferrée inc.
Impression: The Record
Mise en page: Maryse Dumont
Sylvain Toutant
Normand Gilbert

Distribution: Distributions publicitaires Estrie
Poste Publication: Enrg. 7082

Dépôt légal, premier trimestre 1995.
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada

Territoire de distribution gratuite délimité
par les Querc et St-Joseph (ouest),
Le Pharo (sud) et la rivière St-François (est).



International



HISTOIRE D'IRLANDE

Dossier Irlande: 2e partie

Voici la deuxième partie de ce dossier sur l'Irlande. Vous pouvez y lire l'histoire de ses révolutions et son espoir sans bornes pour la paix.

HISTOIRE GÉOGRAPHIQUE ET POLITIQUE

L'Irlande est la plus occidentale des îles britanniques. Le Canal du Nord sépare le pays de la Grande-Bretagne, de même que la mer d'Irlande et le canal Saint-George. Elle comprend l'Irlande du Nord ou Ulster (au nord-est) qui fait partie du Royaume-Uni et la République d'Irlande ou Eire, État indépendant.

Depuis le Ve siècle, l'Irlande est peuplée de Celtes dont la langue est le gaélique. Les Britanniques arrivent vers 1300. Les Celtes catholiques devront alors faire face à la reine Tudor, qui tiendra à les angliciser et les convertir au protestantisme. Les Celtes perdront presque leur langue, mais non leur religion. D'où le début des principales sources de conflits. À partir du XIe siècle, l'Irlande tombe progressivement entre les mains des Anglais. Aux XVIIe et XVIIIe siècles, la "colonisation" du pays par les grands propriétaires fonciers anglais (les landlords) confie l'administration de leurs domaines à des régisseurs sans scrupules. Ainsi, en 1695, le roi Guillaume d'Orange fait en sorte que les Catholiques ne puissent posséder des terres,

enseigner ou encore occuper un poste dans la fonction publique.

En 1845 cependant, de grandes famines touchent une large partie du peuple irlandais. Ces famines, dues entre autres aux désordres économiques et d'agriculture (particulièrement les pommes de terre) sera à l'origine de nombreux départs (2 300 000) depuis. Ils seront pour la plupart définitifs et s'orienteront vers d'autres mondes tels que les États-Unis (54%), la Grande-Bretagne (30%) et le Canada (12%).

Après le soulèvement du malheureux Wolf Tone en 1798, l'Irlande est rattachée au Royaume-Uni (acte d'Union, 1800). L'avocat O'Connell et la Société secrète des Fenians (mot gaélique signifiant "guerriers") feront obtenir aux Irlandais des concessions quoique tardives sous Gladstone (1869-1870), qui réclamèrent ensuite l'autonomie (Home Rule) et l'expropriation des landlords. La lutte tourna cependant à des combats sanglants. L'application du Home Rule, voté en 1914, fut remise à la fin de la guerre.

Le Sinn Fein

Entre-temps, le parti séparatiste Sinn Fein est fondé en 1905 par le journaliste Arthur Griffith. La condition ouvrière en Irlande en 1914 est pire qu'en

Russie, avec un taux de mortalité de 27,6 pour 1 000.¹ L'IRA (Irish Republican Army) naît en 1918. De 1919 à 1921, une résistance acharnée se poursuivra entre les troupes britanniques qui tentaient de détruire par la force les institutions que les Irlandais s'étaient données par des moyens démocratiques. L'armée républicaine irlandaise combatta au nom de la nation et avec son appui. Mais des répressions, des grèves de la faim et des emprisonnements se poursuivront et feront de chaque côté des centaines de victimes.

L'indépendance

La population réclame l'indépendance, elle l'obtient en 1920. Après 2 ans de guérilla, la partition fut entérinée par le traité du 6 décembre 1921: création d'un État d'Irlande ayant le statut de dominion. L'Ulster, à majorité protestante, restera attachée au Royaume-Uni.

Dans les années 60, les Irlandais républicains du Nord organisent des marches pacifiques pour leurs droits civiques. Les policiers frapperont les manifestants à coups de matraques. Ce fut le fameux "dimanche ensanglanté" (*Sunday bloody Sunday*). Peu après, le Royaume-Uni envoie son armée impériale sur place pour contrôler ces marches débordantes et les attentats de l'IRA.

Par la suite, pendant 25 ans, la population catholique subira des abus par les forces de l'ordre, ce que le gouvernement britannique a constamment omis de mentionner. Pour les autorités, tout Irlandais catholique était membre de l'IRA. De plus, en 1974, une loi permettant la détention pendant 7 jours de toute personne "soupçonnée d'entretenir des liens avec les terroristes" entre en vigueur, sans même que la famille ou un avocat en soit



Le pasteur Ian Paisley, dans une pose familière, alors qu'il s'adresse à ses partisans pour dénoncer le premier ministre Margaret Thatcher.

avertis. Des innocents en subiront les effets. Le film "Au nom du père" qui raconte un fait vécu est en un troublant témoignage.

AUJOURD'HUI: L'ESPOIR, ENFIN?

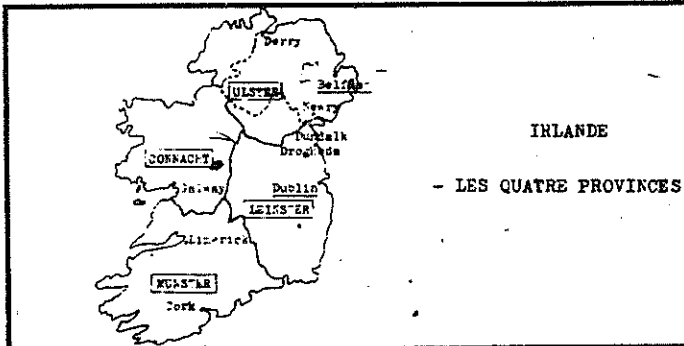
Revenons rapidement au présent. En août 94, un premier accord de paix se réalise entre le gouvernement britannique et l'IRA. Et un processus de paix officiel semble-t-il a été enclenché ce 14 octobre 1994. "C'est la plus belle occasion de paix présentée depuis les 75 dernières années." déclarera Gerry Adams lors de la conférence de presse tenue le 13 octobre dernier à Montréal, à l'Université Concordia.

Depuis le cessez-le-feu de l'IRA, le gouvernement Irlandais, le Social Democratic and Labour Party (le parti Social-démocratique et travailliste), et

Sinn Fein ont rencontré et exprimé à la communauté loyaliste de l'Irlande de travailler vers une réconciliation et ont demandé au gouvernement britannique (John Major) s'acharne plutôt sur la sémantique du mot "permanent", ce qui freine le développement du débat. La responsabilité de paix permanente en Irlande repose en très grande partie entre les mains du gouvernement britannique, qui devra miser sur une plus grande souplesse d'esprit et d'action pacifiques.

Maryse Dumont

¹ Le Jour, 23 juillet 1975.



"Autrefois je pensais que la séparation entre l'Irlande et l'Angleterre était impossible. Maintenant je la considère comme inévitable bien que la fédération puisse succéder à la séparation".
Lettre de Marx à Engels, 1867.

LA TABLE RONDE DES
VEP
DE L'ESTRIE

187, rue Laurier, local 314,
Sherbrooke, Qué., J1H 4Z4
tél.: (819) 566-2727

LE MOUVEMENT POPULAIRE

- Des ressources à découvrir
- Des alternatives à s'offrir
- Une force en devenir

Les lendemains de l'apartheid

par Marc Nadeau

Il y a de cela près d'un an, Nelson Mandela se voyait confier les destinées de l'Afrique du Sud. Les manifestations grandioses entourant cet événement historique sont maintenant terminées et l'ancien opposant doit maintenant composer avec les difficiles réalités de la gestion étatique.

D'une part, il se doit de conduire une politique de réconciliation avec la population blanche, et d'assumer la gestion de son Plan de Reconstruction et de Développement. Comme dans toute démocratie, il y a le discours électoral et celui que l'on adopte une fois au pouvoir. Pour tout dire, tant que le Président et son entourage ne toucheront pas à la vache sacrée des Blancs, la terre, tout ira bien. Nelson Mandela désire par conséquent consolider sa présence sur deux fronts, soit à l'intérieur de son parti et avec les descendants des Boers.

DES EMPLOIS À CRÉER

Nelson Mandela a promis des emplois, il lui faut en créer. Dans le manifeste de son parti, l'élargissement du secteur scolaire était recommandé; le temps est venu de passer aux actes. Évidemment, les promesses de ce genre étaient monnaie courante durant la campagne électorale. L'enjeu est de taille, puisque le discours était alors très électoraliste, voire un peu démagogue. Les anciennes éminences marxistes de l'ANC (Africanist National Congress) n'ont cepen-

dant pas renoncé aux attraits du pouvoir et on ne peut pas les en blâmer. Mais, comme dans toute chose, la lune de miel entre les anciens activistes et la population ne sera point éternelle. De surcroît, l'ANC risque de se fractionner si les plus impatients décident d'y aller de leurs initiatives.

Au temps de l'apartheid, la gauche entière se liguaient contre les décideurs Blancs de Pretoria. Maintenant que les instances politiques, sociales, économiques et administratives sont multiraciales, la politique semble reprendre sa forme habituelle, c'est-à-dire une lutte pour le pouvoir. Les amis d'hier seront les adversaires de demain. Quoi qu'il en soit, l'éclatement de la coalition surgira des difficultés rencontrées.

LES TROUPES DE FREDERIK DE KLERK

À droite, les troupes de Frederik de Klerk semblent relativement tranquilles. Sans doute, la prévisible débâcle d'avril dernier les hante toujours. Avouons qu'il serait de surcroît bien difficile, voire déplacé, de critiquer un gouvernement dont on fait partie. Le fait que M. Klerk soit vice-président est appréciable. L'ANC étant lar-

gement majoritaire au parlement, monsieur Mandela aurait pu passer outre cette nomination. Mais c'est "politically correct", et cela facilite le rapprochement avec l'ancienne classe dirigeante.

N'oublions cependant pas que le Parti National a axé le discours de sa campagne sur la nécessité, pour la population blanche, de compter sur une opposition solide. Or, ce n'est présentement pas le cas. Lorsque le gouvernement sera en difficulté et que les oppositions se feront visibles, certains bonzes du parti auront l'intention d'honorer cette promesse.

UNE NOUVELLE

PROMESSE ÉLECTORALE

Si le Parti National ne veut pas se faire couper l'herbe sous le pied, il devra adopter une nouvelle plate-forme électorale. Le Front de Liberté, du Général Viljoen, bien que regroupant peu de membres au Parlement, a des assises solides dans la population blanche. Plus à droite que le Parti National, cette formation revendique le droit, pour les Blancs, de créer leur propre État indépendant. Amers d'une défaite concédée à celui que l'on avait envoyé au bain, les nationalistes Blancs

n'hésiteront pas à envisager une formule de rechange, si le discours de l'ancien Président n'est pas porteur de ralliement et de ressourcement à la cause des Afrikaners.

Il y a également le Parti Conservateur. À l'annonce des premières élections multiraciales, la direction du PC annonçait que la formation ne solliciterait pas les avis donnés par votes. Il ne faut pas en déduire que le parti signait son arrêt de mort pour autant. La culture, la langue et l'idéologie des descendants de colons boers compte encore des ardens défenseurs dans la société sud-africaine. Sans doute, la décision de ne pas participer aux élections était une tactique, mais les bases du parti subsistent. Pour ce qui est du financement, ses dirigeants n'ont rien à craindre.

En fait, si la droite désire s'assurer d'une force de frappe, elle devra miser sur des valeurs traditionnelles plutôt que sur les notions raciales. Le Président de la République est à son zénith, mais tout ce qui monte redescend tôt ou tard. Pour l'instant, les gens de la droite pansent les plaies internes et calment les frustrations qui découlent de l'écroulement du système établi en 1948. Sans aucun doute, ceux-ci préparent des lendemains meilleurs. Un jour viendra où la droite trouvera dans les rangs de la coali-

tion actuelle des militants déçus, désabusés et en quête de principes à véhiculer. C'est sur ce terrain que la partie réelle risque de se jouer. En avril dernier, tous savaient que Nelson Mandela serait élu. Les prochaines élections risquent d'être moins prévisibles.

Afin d'atteindre le sommet de la hiérarchie politique, les formations de droite devront élargir l'horizon de leurs pensées et de leur action. Minoritaires, les Blancs se doivent d'être calculateurs, réalistes et un tant soit peu serviles. C'est à ce moment que les forces de droite risquent de miser sur le pluralisme politique. Démagogues, les gens de droite le sont tout comme l'ANC l'a été dans ses années de lutte. Qui plus est, il est difficile de renoncer à une stratégie qui permettra aux anciennes forces dirigeantes de reprendre le terrain perdu. Comment pourra-t-on discréditer, sous l'étiquette du "racisme", un parti qui comptera dans ses rangs des gens de toutes les ethnies du pays? Si, en quelques années, l'Afrique du Sud a changé du tout au tout, il peut en être de même pour ses forces politiques. La vie politique sud-africaine s'ajustera peut-être à celle des pays industrialisés, ou encore l'affrontement souvent prédit surviendra. Ou peut-être assisterons-nous à une combinaison des deux?

CONSULTATION ENTRE LE CANADA ET LES ONG DE DÉFENSE ET DE PROMOTION DES DROITS DE LA PERSONNE

Chaque année, au mois de janvier, se tiennent à Hull-Ottawa des consultations entre le Ministère des Affaires Étrangères et du Commerce International et les Organisations non-gouvernementales (ONG) de défense et de promotion des droits de la personne. Ces consultations se font dans le but de se préparer pour la séance annuelle de la Commission des droits de la personne qui se tient au mois de mars à Genève en Suisse. Le ministère reçoit des mémoires des diverses ONG concernant leurs préoccupations et les recommandations en matière des droits de la personne dans les pays où elles interviennent.

Cette année, Amnesty Internationale, section canadienne francophone, était représentée par Michel Frenette, directeur général, Carol Michaud, membre du Conseil d'administration et Berchmans Nijimbere, coordonnateur responsable de la région d'Afrique centrale, étudiant et résidant actuellement à Sherbrooke.

Après avoir soulevé les inquiétudes d'Amnesty Internationale sur les nombreux cas de violations des droits de la personne observés au Rwanda et au Burundi, ces représentants ont formulé, au nom de

l'organisation, les recommandations suivantes à la communauté internationale.

1. Concernant le Rwanda

- Que le tribunal international pour juger les criminels de guerre rwandais, qui débutera ses travaux au mois de février 1995, étende son action sur les crimes commis avant le 6 avril 1994, qu'Amnesty Internationale avait déjà dénoncés.
- Que la commission se penche sur la possibilité d'instaurer une enquête pour faire la lumière sur les circonstances qui ont entouré l'attentat du 6 avril 1994, au cours duquel

deux présidents, celui du Rwanda et du Burundi, ont péri, et qui a été à la base des massacres.

- Que la communauté internationale fasse des pressions sur le gouvernement en place à Kigali, pour qu'il mette fin aux tueries, aux détentions arbitraires, aux disparitions, aux emprisonnements sans procès, le plus souvent sur simple dénonciation, aux tortures ou à d'autres mauvais traitements que l'organisation rapporte régulièrement.
- Que la communauté internationale aide le gouvernement rwandais à mettre sur pied des institutions judiciai-

res efficaces, capables d'empêcher la perpétration de ces crimes par le nouveau régime qui avait promis l'instauration au Rwanda de la démocratie et la garantie des droits et libertés des Rwandaises et des Rwandais.

- Que le déploiement au Rwanda des observateurs internationaux, proposé par le Haut Commissaire aux droits humains, chargés de veiller sur le respect des droits de la personne au Rwanda, soit effectif et qu'ils rendent régulièrement des rapports.

2. Concernant le Burundi

- Que la Communauté internationale reconnaisse officiellement et publiquement la fragilité de la situation qui prévaut à Bujumbura.
- Que la Communauté internationale cesse de faire la sourde oreille sur ce qui se passe à Bujumbura et qui risque de dégénérer.
- Que la Communauté inter-

nationale agisse en faveur de la prévention des massacres, en envoyant au Burundi des observateurs internationaux qui feront des rapports et des recommandations périodiques en matière des droits de la personne.

- Que la communauté internationale aide le gouvernement burundais à effectuer, sans tarder, des réformes dans l'armée et dans le système judiciaire qui paralysent le fonctionnement du pays et qui mettent en danger le peuple burundais.

- Que la communauté internationale encourage et aide le gouvernement burundais à traduire en justice tous les responsables des crimes connus, qui ont été commis avant et après l'assassinat du président Melchior Ndadaye, pour mettre fin à l'impunité qui fait partie de l'histoire de ce pays.

Berchmans Nijimbere

ESCLAVES HAÏTIENS EN RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

Il existe encore dans le monde des bastions d'esclavage. Voilà certes une réalité qui choque et qui écorche notre conception des droits humains. Confrontées à cet état de fait, nos sociétés libérales dénoncent cette pratique et, pour blanchir nos consciences, enclenchent les lourds mécanismes de nos grosses machines humanitaires en vue de recenser, d'aider et d'éduquer les victimes de l'esclavage. Malheureusement, l'esclavage reste souvent, dans cet engrenage, le seul pignon qui se laisse tourner par les autres.

Les camps d'esclavage

Dans les lignes qui suivent, je désire présenter un autre point de vue, celui de l'esclavage. J'avais entendu parler de ces noirs haïtiens qui coupent la canne à sucre en République Dominicaine. J'ai voulu les rencontrer.

On estime entre 300 000 et 500 000 le nombre d'Haïtiens qui vivent là-bas dans les *bateys*, ces camps de coupe de la canne à sucre administrés par le Conseil d'État du sucre, un organisme du gouvernement dominicain. Plusieurs de ces Haïtiens et Haïtiennes ont eu la bonté de s'asseoir avec moi pour me parler d'eux. J'ai eu la chance d'y créer des contacts personnels et j'ai partagé leur labeur et leurs conditions de vie.

L'esclave nègre et le maître à peau brune

La vie d'un coupeur de canne est bien simple. Il se lève de bonne heure le matin et s'en va travailler une journée de 12 à 13 heures qui lui rapporte 4 ou 5 dollars. Et cela, six jours sur sept. Son labeur est dur et le fruit qu'il en tire ne suffit pas à nourrir une petite famille. Cet homme sale de ses longues journées de travail, je l'appellerai du nom qu'il se donne à lui-même : un nègre. Sa paie consiste en quelques bouts de papier marqués des lettres CEA (sigle espagnol du

Conseil d'État du sucre); la même marque apparaît sur les boeufs qui tirent les charges de canne à sucre. Ces reçus, il ne peut les échanger contre nature que dans les petits commerces qui entourent son camp et qui, s'il veut les troquer pour du *cash*, exigent de lui une commission de 10%.

C'est le CEA qui est maître dans les *bateys*. Il y entasse les Haïtiens dans des cabanes et se charge de les faire travailler. L'administration et la gestion du CEA m'ont parues nébuleuses. Ce qui frappe, c'est le manque de volonté de préparer l'avenir, déjà primitive. L'infrastructure se détériore. Il arrive qu'on voie passer des administrateurs à *peau brune* du CEA. Ils roulent en belles camionnettes climatisées. Ils passent vite sur les chemins de gravier, laissant derrière eux un nuage de poussière. C'est leur seule carte de visite. Parfois, un chauffeur de tracteur, pistolet à la ceinture, un blanc, s'arrête pour surveiller les opérations.

Oppression, malaise, abrutissement

Couper la canne est un travail de machine, simple, long et répétitif : un travail abrutissant. Ces nègres sont-ils donc abrutis? Si s'abrutir c'est raisonner à partir de la plus simple et plus pure réalité, oui. L'univers des coupeurs, reculé dans la brousse dominicaine, s'arrête

là où ne pousse plus la canne à sucre. Ce sont des gens intelligents, mais peu ou pas instruits.

Leur perception du monde où ils vivent est directement liée à ce qu'ils ressentent dans leur journée de misère. Chaque jour qui passe, aussi lamentable que le précédent, confirme et renforce leur malaise et leur sentiment d'oppression.

Si l'abrutissement consiste à ne pas savoir distinguer ou nuancer les choses, alors le terme leur convient parce qu'ils vivent dans un monde où la diversité n'existe pas.

Jojo, un enfant de 6 ans à qui j'offris mon stylo, s'appliqua à dessiner des dizaines et des dizaines de cercles maladroits et semblables. Jojo est normalement développé et, malgré son jeune âge, se voit déléguer plusieurs responsabilités par ses parents. Il a l'esprit vif et clair. Pourtant, ses dessins ne ressemblent en rien à ceux des enfants d'ici. Ils sont simples, répétitifs, sans fin comme un champ de pieds de canne coupés...

Relations dominico-haïtiennes

Mon souvenir le plus troublant est celui d'un homme, parti d'Haïti en 1952, coupeur de canne de métier, père d'enfants nés en République Dominicaine, qui venait de perdre sa plus grande richesse : son jardin. Le CEA revendiqua son droit de propriétaire terrien et labou-

ra les quelques légumes qu'il espérait vendre pour subvenir, me dit-on, à ses besoins essentiels. *Essentiel?* On peut voir que la définition du terme n'a rien d'universel!

Comme ses compatriotes des *bateys*, cet homme n'a aucun droit. On lui a toujours refusé la nationalité dominicaine : on peut légalement le déporter et lui saisir tous ses effets et ce, à n'importe quel moment. Un petit coin de terre lui avait été arbitrairement laissé, probablement pour dégager son *batey*. Tout aussi arbitrairement, le CEA décida de le lui enlever. Il ne comprend pas... Le plus tragique, c'est que cela ne semble pas l'étonner outre mesure. Le CEA n'offre évidemment pas de régime de retraite, expulsant les Haïtiens qui ne travaillent pas. Un Haïtien se remplace par un autre Haïtien. Les Haïtiens des *bateys* me racontèrent qu'en 1991, des gardes dominicains sont venus et qu'ils embarquèrent des ouvriers à la pointe du fusil pour les "rapatrier". Les gardes ont ensuite tout pris de leurs maigres possessions. Un Haïtien dans un *batey* dominicain ne vaut rien. Les Dominicains acceptent et les Haïtiens reconnaissent cette évidence. En fait, la valeur de cette main-d'oeuvre se situe entre sa rentabilité maximale et le taux de productivité des machines agricoles qui, dans d'autres pays, ont remplacé une main-d'oeuvre trop coûteuse.

Révolte ou libération : le facteur américain

Les Haïtiens des *bateys* se révolteront-ils? S'ils le font, ce sera peut-être pour apprendre qu'on les retournera chez eux parce qu'ils nuisent à l'image de la République Dominicaine,

car le tourisme a supplanté depuis longtemps la canne à sucre comme première industrie du pays. Peut-être encore que ce sera pour apprendre que la moindre augmentation de salaire, vu le bas niveau du cours mondial du sucre, signifie la mort de l'industrie. Peut-être enfin que ce sera pour être remplacés par des machines qui, elles, ne se plaignent pas et ne se révoltent pas, et surtout n'alertent pas l'opinion mondiale pour un simple bras coupé, ou un enfant mort de n'avoir pas reçu de soins adéquats, ou un voisin à qui l'on vient d'apprendre que s'il a survécu à l'esclavage, il ne résistera pas au sida.

On voit bien pour que les esclaves haïtiens se libèrent en République Dominicaine, il faudra que les Haïtiens se libèrent chez eux. On sait que les Américains sont en train de s'en charger, presque sans effusion de sang.

Le soulagement et l'espoir du moment me feront-ils oublier les idées simples et sans nuances que j'ai apprises des esclaves haïtiens? Ce dénouement pourrait-il devenir le point de départ d'une justification esclavagiste? Le Canada et les États-Unis sont les principaux importateurs de sucre qui provient des *bateys* de la République Dominicaine, cette autre moitié de l'île libérée elle aussi jadis par les Américains. Et ce sucre qui nous arrive asséché et raffiné de la sueur des nègres, nous en mangeons toujours volontiers. Nous mangeons le sucre qui mange le monde. "Américains manger le monde" pensent les esclaves haïtiens qui ne savent pas faire les nuances. On verra bien!

Éric Caldwell

Juillet 85: Chantier de reboisement au Sénégal

UNE JOURNÉE À SAMKEIDJ

Une participante au projet de reboisement à Samkeidj en juillet 85 me raconte son expérience qui s'est avérée fort enrichissante. Voici, brièvement, un extrait d'une journée à Samkeidj.

Il est 7 heures. L'odeur du café noir nous incite doucement à prendre place auprès de nous confrères africains et québécois. Après la dégustation du café au lait très sucré et d'une baguette de pain, nous voilà prêt à amorcer une journée de travail dans un chantier dans le Sahel, près d'un village nommé Samkeidj, à 60 km de Dakar.

Le climat est sec. L'on doit parcourir 20 minutes de marche avant d'atteindre le chantier. Enfin, nous sommes rendus. Le travail commence. Il consiste à planter des arbres contre la désertification. Dans les quelques semaines à venir, nous planterons d'abord des salans (plantes que l'on peut retiger en saison sèche et donne une haie à croissance rapide). Nous planterons ensuite une haie vive à 50 cm de la haie de salan et nous la compléterons ensuite avec les barkasonias pour lui assurer sa pleine efficacité.

Il est 11 heures 30. Le travail prend fin. Le repas est prêt. Notre groupe accompagné de nos amis africains s'apprentent à savourer un plat de riz accompagné d'une sauce appelée "MAFÉ", à base de tomates et d'arachides, qui constituent la culture principale de la région. Nous mangeons avec les mains, la main droite seulement. Coutume. Après le dîner, c'est la sieste. Au souper, nous mangeons le riz. Après, nous allons à la fontaine chercher l'eau. Une petite cuvette servira à trois personnes pour se rafraîchir, on ne gaspille pas l'eau pour rien. Le soir, c'est la danse, la musique, les chants.



Photo: Chantal Houle

"Là-bas, l'eau est précieuse. Les rapports humains aussi. Voilà pourquoi ce peuple est si chaleureux, voilà pourquoi leurs valeurs sont si profondes. Le choc culturel, il ne s'est pas fait pendant que j'étais à Samkeidj, mais bien à mon retour,

lorsque je vis à quel point la passivité et le bien-être occidentaux contrastaient avec la labeur, le courage et la solidarité de mes amis Africains." conclut Chantal Houle.

Maryse Dumont

QUELLE DÉMOCRATIE POUR L'AFRIQUE?

Soulever aujourd'hui la problématique de la démocratie en Afrique revient à s'interroger sur l'avènement d'un réel pouvoir des peuples de ce continent et sur la forme ou la nature qu'adopterait ladite démocratie.

L'Afrique se démocratise-t-elle?

Comme on le sait, le continent africain est demeuré longtemps emprisonné dans un totalitarisme inouï. Mais, vers la fin des années 80 et au début de cette dernière décennie du 20^e siècle, des impulsions venues tant de l'intérieur que de l'extérieur du continent ont forcé certains dictateurs à laisser les peuples user, tant soit peu, de leur liberté d'expression. Certes, ces peuples croient s'acheminer graduellement vers leur totale libération, mais leurs aspirations se butent à beaucoup d'obstacles qui démontrent la réticence manifeste de certains détenteurs du pouvoir à se débarrasser des tendances despotiques et à s'impliquer totalement dans le changement. Quoiqu'il en soit, il y a lieu de croire qu'un jour la démocratie émergera réellement, car les peuples sont aujourd'hui conscients qu'ils sont doués de liberté et que s'étant définitivement opposés à l'anarchie, l'ordre finira par triompher.

Nous saluons, en passant, l'effort remarquable de la multiplication d'élections pluralistes dans certains états africains où la démocratie n'est plus un vain mot. C'est le cas du Bénin, de l'Afrique du Sud et de la Namibie. Par contre, il est des pays où à l'aube du 21^e siècle, le bout du tunnel est encore loin d'apparaître. Nous pensons au Zaïre où une dictature sanginaire sévit depuis près de 30 ans! C'est aussi le cas du Rwanda et du Burundi, deux pays déchirés par des guerres intestines dues à l'absence d'un véritable ordre démocratique, et la liste de tels pays est longue!

Adviendra-t-il un modèle africain de démocratie?

D'aucuns peuvent être tentés de croire qu'en raison de ses traditions spécifiques et de son histoire mouvementée (colonialisme d'abord, dictature et guerres ensuite), l'Afrique devrait s'octroyer une forme de démocratie nouvelle qui n'aurait rien à voir avec le modèle occidental. Ce n'est pas évident! Ce

n'est pas primordial! Habituellement, deux formes de démocratie rivalisantes sont connues: la démocratie libérale et la démocratie socialiste. Cette dernière, qui est en recul aujourd'hui, visait la libération du peuple opprimé par les structures économiques capitalistes qu'incarnait la démocratie libérale. L'on se rappellera de la démocratie populaire de l'ex-URSS, née de la révolution du marxisme-léninisme et qui, par un système de partie unique, permettait à la classe ouvrière de pratiquer ce que l'on a appelé "la dictature du prolétariat". Ce pour abolir le capitalisme, fondement de la démocratie libérale.

Aujourd'hui, l'Afrique lutte aussi contre les oppressions générées par ses propres dirigeants; parfois avec la complicité des structures financières internationales dont les politiques ne visent aucunement l'intérêt des peuples de ce continent. Mais, ceci n'implique pas nécessairement l'apparition soudaine d'idées anti-capitalistes. Loin de là, l'Afrique ne peut pas s'épargner des idées libé-

les qui marquent de plus en plus le monde. De surcroît, l'histoire continentale et les traditions peuvent, certes, avoir de l'influence sur l'évolution de sa démocratie. Mais, ce qui intéresse les peuples actuellement, c'est d'abord de participer à la gestion de la République. C'est donc de la démocratie représentative tout court que les peuples appellent de tous leurs vœux. Cette démocratie se doit d'appliquer en Afrique, de la manière la plus radicale, le principe du suffrage universel qui est le parfait symbole de la liberté individuelle et de la souveraineté du peuple. Ce dernier devra s'exprimer à travers les élections de ses mandataires à tous les niveaux (le chef d'État, les députés, les maires et même les dictateurs des grandes entreprises...). Cette idée fondamentale est également exprimée dans la déclaration universelle des droits de l'Homme à l'article 21 qui dispose: "...la volonté du peuple est le fondement de l'autorité des pouvoirs publics; cette volonté doit s'exprimer par des élections honnêtes qui doivent avoir lieu périodiquement au suffrage universel égal et au vote secret...". La démocratie en Afrique devra en plus

privilégier la pluralité des institutions de contre-pouvoir telles les parties politiques, les puissants groupes de pression (syndicats, presse pleinement libre) qui sont des véritables voies de canalisation des aspirations des masses.

En Afrique, le système de parti unique a eu trop d'inconvénients: l'appropriation du pouvoir par un seul individu ou un groupe d'individus, la confusion des institutions politiques, la corruption, le vol des richesses du peuple, l'asphyxie du savoir entraînant l'extinction des groupes d'intellectuels, etc.

Devant cette catastrophe, la démocratie apparaît aujourd'hui comme l'unique remède au désarroi africain, du moins dans un premier temps. Une démocratie qui, tout en s'inspirant des valeurs socio-culturelles essentielles du continent et de son histoire, devra par ailleurs répondre aux exigences de la modernité, du développement et mettre en évidence la base des lois justes et le grand symbole de la liberté et d'égalité qu'incarne le droit de vote universel.

André Kazadi-Ka-Cisungu

SEMAINE DU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL : DU 5 AU 11 FÉVRIER 1995



Lundi, 6 février

CÉGEP DE SHERBROOKE

Pavillon 6
Salle Le Terrill

5 à 7 Le C.S.I. en collaboration avec l'Association des auteurs des Cantons de l'Est et l'ANSE, lancement du livre "Si le Tiers-Monde s'autofinancit?" avec Jacques B. Gélinas, auteur.

UNIVERSITÉ BISHOP'S

Théâtre du Centenaire

19h30 Conférence de l'honorable Ed Broadbent sur les droits humains dans le développement international (conférence en anglais).

Judi, 9 février

HÔTEL DE VILLE DE SHERBROOKE

11h00 Cocktail avec le maire et les OCI à l'occasion de la semaine du développement international

CÉGEP DE SHERBROOKE

Salle Alfred-Desrochers

19h00 Sous la présidence d'honneur de madame Hélène Jacob, directrice du SANC, le C.S.I. en collaboration avec l'ONF, lancement du film "Elles s'appellent toutes Sarajevo" en présence de Iolande Cadrin-Rossignol, productrice.

Vendredi, 10 février

CÉGEP DE SHERBROOKE

Casse-croûte

18h00 Banquet de clôture de la Semaine du développement international par le C.S.I. Invité: Halidou Ouédraogo (UIDH) un vidéo sur la démocratie. Billet: 8 \$

Organismes associés: Association interculturelle de l'Université de Sherbrooke, Association des étudiants de l'IRECUS, Conseil central des syndicats nationaux, Regroupement des garderies des Cantons de l'Est, Communauté haïtienne, Comité de santé internationale de la Faculté de Médecine, Mouvement multiculturel et ethnique, Ligue des droits et libertés, Fondation FASOBU, Oeuvres et missions de Don Bosco, Centre de santé des femmes.

O.C.I. MEMBRES: Association des stagiaires du C.S.I. Carrefour canadien international, Rallye Tiers-Monde Bois-Francs, ACNU-ESTRIE, Partage amitié inter-nations, Comité d'entraide mondiale des agronomes, Office diocésain de pastorale missionnaire, Fondation Éco-Tiers, Développement et Paix (section Estrie), Tomorrow International Club, Comité de solidarité avec le Nicaragua et le Salvador, Alliance Nord-Sud de l'Estrie, Saludarité Hispanola, Rallye Tiers-Monde Estrie, Groupe projaide du Collège Sacré-Coeur, Amnistie internationale, Jeunesse du Monde, Solidarité-Magog.



Imprimerie sherbrooke inc.

642, rue Galt Ouest, Sherbrooke, QC J1H 1Y9
Tél.: 819-562-8472 • Fax: 819-822-2824

- Impressions de tous genres
- Photocopies noir et blanc et couleur

Face à la place Belvédère!

Carrefour de Solidarité Internationale

Carrefour de solidarité internationale regroupe près d'une trentaine d'organismes estriens unis pour la coopération internationale (sensibilisation, formation et appui à des projets outre-mer).

SOLEIL SUCRÉ : LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

Belle, chaude, pas trop chère et ouverte à vous, elle est des plus attirantes: la République Dominicaine. L'hiver dernier j'y ai fait un voyage et j'y ai vu beaucoup de Québécois. C'est à eux et à ceux qui planifient leurs vacances que je dédie ce témoignage sur un pays que je ne suis pas prêt d'oublier.

Mars, Boca China. La plage est vaste, le soleil éclatant. Pour qu'ils soient assurés d'un lieu apaisant, les touristes jouissent de sections réservées. De l'autre côté de ce cordon frontalier, on peut toujours apprécier la chaleur du peuple dominicain si accueillant et au caractère typiquement latin.

Les touristes québécois, qui abondent, sont toujours certains d'y trouver quelques concitoyens, question de ne pas se sentir trop dépayés. Pour s'ouvrir aux autres cultures, des contacts avec les nombreux touristes allemands et américains sont toujours possibles. D'ailleurs, les femmes allemandes avec leurs corps généreusement ondu-

lés et leurs seins pointus et nus viennent mettre un peu de piquant au paysage.

Le surlendemain, Santo-Domingo, la capitale. Ici la culture dominicaine devient plus présente, le mouvement de la ville est ahurissant. Je pars à la recherche d'une adresse. Perdu, j'entre dans un quartier résidentiel... tout se tait. Puis je vois deux petits enfants courir vers leur cabane en criant "Americano"; je sens les regards froids et ostiles. J'ai beau crier "Canadiense, no Americano", rien n'y fait, je reste avec le lourd poids de l'histoire à porter. Je reste un de ces Nord-Américains riches qui vient en République Dominicaine pour profiter d'eux, comme ces "G.I." ar-

més de 1965 (commandos de l'armée américaine).

C'est que le peuple, à cette époque, essayait de ramener à la tête de l'État leur président élu Juan Bosh. Finalement ce sont les soldats américains, au nom de l'ordre public et de l'Organisation des États américains, qui sont venus instaurer un régime qui devait aboutir à l'élection nébuleuse de Joaquim Balaguer (ancien président fantoche du dictateur Trujillo; Balaguer est toujours président). Encore aujourd'hui, pour ce peuple dominicain, je reste un profiteur qui vient coucher avec leurs filles et insolemment afficher, par ma richesse, mon pouvoir (à ce titre, seul mon sac à dos suffit).

Angoissé, c'est avec un certain soulagement que je trouvais mon adresse, celle du "Centro-cultural Dominicano-Haitiano".

Trois jours plus tard, batey n° 9. Je suis maintenant au coeur du pays. Je suis le seul blanc parmi des centaines d'Haitiens. Nous sommes emprisonnés par d'immenses champs de canne à sucre. On pourrait croire qu'ils vont jusqu'à la mer, mais on sait qu'au-delà il y a les plages. Ici c'est l'esclavage, du moins selon la communauté internationale. Selon les Dominicains, c'est de la main-d'oeuvre illégale haïtienne et sale. Puisqu'ils sont illégaux, on peut les déporter, les piller, les assoiffer, les battre, les tuer ou, plus lâchement, les laisser mourir. Il faut travailler fort, 12-13 heures par jour, pour gagner trop peu d'argent pour, lorsque les seins deviennent flasques et

secs, nourrir les enfants... nus. Ici c'est un batey.

On traite les Haïtiens comme des bêtes, on les fait travailler jusqu'à usure prématurée. Pourquoi? Pour produire du sucre au profit du Conseil d'État du sucre, un organisme de l'État de Joaquim Balaguer, qui lui-même, tient ouvertement des propos racistes envers les Haïtiens.

Jusqu'aux années 80, le sucre était l'industrie la plus profitable en République Dominicaine. C'est maintenant le tourisme qui leur apporte le plus d'argent.

Absolument rien n'oblige les autorités dominicaines à arrêter d'exploiter ces Haïtiens coupeurs de canne à sucre. Seule la pression internationale peut les faire bouger. Seule une baisse importante des revenus provenant du tourisme les forcerait à modifier leur attitude envers les Haïtiens, question de rétablir leur clientèle.

Je vous demande de boycotter la République Dominicaine.

Celui qui vous livre ce témoignage a habité les bateys, a coupé et chargé la canne à sucre. Il a aussi découvert que ceux que certains considèrent comme des bêtes sont en fait très humains, très sensibles, des parents dévoués, des enfants porteurs d'espoir... et mes amis.

Éric Caldwell,
Sainte-Edwidge de Clifton

nombre grandissant de laissés-pour-compte. Le mur est tombé, mais la cabane est à terre pour la majorité.

Christian Brouillard

Tiré de *L'artère*, revue d'information logement, janvier 1995, p.17.

Sources: 1. Jean-Jacques Marie, *"L'Arnaque des privatisations en Russie"*, Le monde diplomatique, novembre 1992, p.21.

2. Patty Lee Parmalee, *"Learning to live with capitalism in East Berlin"*, A Magazine, juillet/août 1992, p.21.

3. Données reproduites par Sheila McLeod Arnopoulos, *"The Plight or Russian Women and Children"*, The Gazette, 3 décembre 1994, p.B3.

Europe de l'Est:

LE MUR EST TOMBÉ... LA CABANE EST À TERRE!

Il y a de cela cinq ans, en novembre 1989, le mur de Berlin tombait. Ce symbole de la division de l'Europe (et du monde) en deux camps adverses disparus, c'était pour beaucoup le signe de la victoire totale du libre marché capitaliste et de la démocratie. Aujourd'hui, le marché domine les anciennes économies "socialistes", mais la démocratie est encore un rêve incertain. Quant aux droits sociaux, comme celui d'avoir accès à un logement décent, ils sont en plein recul. L'État semble se préoccuper de moins en moins, là-bas comme ici, des plus démunis, suivant en cela la logique de la philosophie néo-libérale qui prône le moins d'interventions gouvernementales.

La ronde des privatisations

Le passage des pays de l'Europe de l'Est et de l'ex-URSS vers une économie de marché passe, selon les économistes, par une privatisation à large échelle de l'économie. Il s'agit que l'État se départisse de ses entreprises, de ses services et de ses biens au profit du secteur privé. L'habitation ne fait pas exception. Auparavant propriété gouvernementale, les loyers sont cédés à des particuliers ou, dans le cas de propriétés qui avaient été nationalisées, restituées à leurs anciens propriétaires. Disons tout de suite que ces privatisations donnent lieu à de véritables "rackets". Ainsi, dans la région de Moscou en Russie, les fonctionnaires chargés de superviser la privatisation ont tout simplement transféré la propriété immobilière publique à des compagnies leur appartenant. Une de celle-ci, UKOSO, s'est litté-

ralement emparée du monopole de location des bâtiments et des terrains dans le district Octobre à Moscou. C'est un monopole mais cette fois-ci privé et non plus d'État. On assiste donc à la reconversion d'une partie de la fonction publique en entrepreneur privé, agissant selon les règles du marché.

Les résultats de tout cela, outre le vol pur et simple de propriété étatique, c'est la montée spectaculaire des prix et des loyers. En Tchécoslovaquie, au début des années 90, on calculait que les prix à la consommation avaient augmenté de 49,2% et que le revenu réel avait chuté de 28,2%. En Hongrie, une famille moyenne dépensait, en 1988, le tiers de ses revenus pour les dépenses de première nécessité (électricité, loyer, chauffage, etc.); en 1991, à cause de l'inflation galopante (30% en 1990), ces dépenses représen-

taient la moitié de son budget. Le chômage, phénomène marginal avant 1989, est devenu rapidement une plaie: en Hongrie, il atteignait 6% de la population active en 1991. En Lituanie (ex-URSS), d'anciens fonctionnaires reconvertis en propriétaires, font payer le chauffage des appartements 1 dollar par mois et par mètre habitable. "Il n'est pas exagéré de dire que certains habitants sont placés devant l'alternative manger ou se chauffer." C'est l'illustration parfaite de l'adaptation des "anciens" patrons des pays de l'Est à la philosophie du marché: faire le plus de profits possibles sur le dos des gens ordinaires.

Un autre problème lié à cette ronde de privatisations qui frappe l'Europe de l'Est, c'est souvent la difficulté de savoir qui possède réellement l'immeuble que l'on habite. Dans la partie orientale de l'Allemagne, réunifiée depuis novembre

90, un certain nombre de propriétés doivent être restituées à leurs anciens propriétaires (d'avant 1949). Les gens ne savent pas encore s'ils pourront, oui ou non, continuer à habiter leur logement, le processus de restitution risquant de s'étendre plusieurs années².

Dégradations des conditions de vie

La conclusion qu'on peut tirer de tout cela, c'est que la marche vers l'économie de marché a jusqu'à maintenant produit beaucoup plus de détresse et de souffrances pour la majorité de la population que de bien. Résultats du chômage, de la hausse des prix et des loyers, on assiste à une augmentation du nombre de sans-abri et d'itinérants. À Moscou, des familles entières vivent dans des gares ferroviaires. Selon l'Armée du salut qui opère des soupes populaires, près de 100 000 personnes sont des sans-abri à Moscou (sur une population de 9 millions d'habitants) et ce chiffre est en hausse constante.

Selon un rapport préparé pour le British Charities Aid Foundation, *Les Sans-abri en Russie*, 4 millions de personnes n'ont pas de résidence permanente. Sur ce chiffre, 1 million seraient des enfants³...

Là-bas comme ici, la loi du marché jette dans la rue un

Qui sont les vrais ennemis?

Une mystique de la haine

Pour les deux gouvernements qui se sont succédés (Grégoire Kayibanda, 1961-1973 et Juvenal Habyarimana, 1973-1994), l'ennemi numéro un du Rwanda était le Tutsi. Grâce à une rhétorique bien de chez nous (on appelait les Tutsis "la mauvaise herbe", "les serpents", tout ce dont il faut pour écraser la tête ou couper la racine), grâce à une véritable pédagogie de la discrimination de type raciste, certains intellectuels, politiciens, religieux rwandais (groupe parfois désigné comme la "Quatrième ethnique", par qui tous les scandales arrivent) et étrangers ont réussi à semer, dans l'esprit de la dite "majorité Hutu" une mystique de la haine, et à créer un climat de méfiance réciproque. N'est-ce pas ce processus de négativisation et de diabolisation, concrétisé par une politique d'exclusion systématique, qui a rendu possible la mobilisation de la masse, pour préparer secrètement et participer à un des complots les plus ignobles que l'humanité ait connus, un complot commis contre les gens ordinaires sans armes et sans pouvoir et contre tous les défenseurs du pluralisme idéologique?

La justice: une nécessité absolue

J'ai honte d'être rwandais. Rwandais comme ceux et celles qui, par des silences calculés, des insinuations et des clins d'oeil complices, des présences meurtrières ou des absences et des alibis criminels, ont participé à cet horrible crime contre l'humanité. Je reste convaincu, quant à moi, que chacune des personnes aura, un jour ou l'autre, à répondre de ses actes directs ou indirects, sinon devant la justice humaine, du moins face à la loi du destin selon laquelle tout geste posé entraîne inexorablement des conséquences correspondantes. Et quoi qu'il advienne, j'ai le sentiment que quelque chose s'est irrémédiablement

brisé en nous et entre nous, ce qui n'empêche pas une paisible cohabitation entre Rwandais.

Qui sont les vrais ennemis?

Cela dit, maintenant que le mal absolu est fait, que le bourreau d'hier est l'exilé d'aujourd'hui, face à ce bouleversement historique et sans précédent, qui est le véritable ennemi du Rwanda? À mon sens, et contrairement à l'information qui circule, la menace réelle pesant sur le Rwanda actuel ne vient pas des camps du Zaïre et d'ailleurs - à moins que la déroute générale causée par la prise de Kigali en juillet 94 ne soit considérée comme un repli stratégique, ce qui est peu probable. Bien sûr, la présence au Zaïre d'anciens militaires et miliciens hutus, "souriants, frais et dispos" (vraiment?), grâce aux milliards de l'aide humanitaire ("HUTU AID"), est une source d'inquiétude, mais le vrai danger provient de divers milieux socio-politiques, religieux, universitaires, et médiatiques (en Europe surtout, en Amérique du Nord et en Afrique) qui ont tenté, souvent avec succès, de cultiver la confusion et l'amalgame dans la perception et l'interprétation des faits. Deux phénomènes très inquiétants et intimement liés nous intéressent ici et nous nous proposons de les illustrer brièvement: le mécanisme de rationalisation du génocide et la campagne de désinformation sur la situation actuelle.

Combien de fois avons-nous entendu dire que cet odieux massacre a été le résultat d'un déchaînement incontrôlable et spontané de gens subitement possédés par la volonté de venger le "père" de la nation tué par les Tutsis aidés des Belges. Et pourtant, c'est maintenant bien connu - même si on a toujours essayé d'escamoter cette affaire - ceux qui ont tué le président sont les mêmes qui, ayant trouvé des prétextes crédibles, ont été des auteurs d'une tragédie qui a ébranlé le monde

entier. D'autres, pour se blanchir et justifier un génocide minutieusement préparé et cyniquement exécuté, jettent toute la responsabilité sur le F.P.R. (Front patriotique rwandais). Comme si ceux qui agissaient ainsi, manquant de maturité et de jugement, s'affirmaient incapables de prendre leurs propres décisions et de les assumer. Certains en sont arrivés à dire que la population "a tué pour se défendre": "Ah oui! La population s'est bien défendue!" Se défendre contre qui? Rien à dire de ceux qui lâchaient bêtement et triomphalement: "C'est de l'écologie.". De telles paroles empreintes de cynisme et de désespoir sont nombreuses.

Justifier l'injustifiable

Essayer de justifier l'injustifiable, de forger des prétextes atténuants pour pardonner des actes si indignes, c'est aussi criminel. C'est surtout entraver la dynamique de réconciliation et de reconstruction entamée par l'actuel gouvernement. L'autre astuce (secrète, dit-on, par les milieux français pro-hutus) consiste à rejeter en bloc l'actuel et l'ancien gouvernement, et à fabriquer de toutes pièces une quelconque "troisième voie" qui se désolidarise de l'un et de l'autre régime, le premier étant répressif et le second, mono-ethnique et illégitime. Ainsi, en mettant dans le même sac les deux régimes, on annule la condamnation de l'ancien régime tout en décrétant, de ce fait, l'amnistie générale. Face à ce drame national et humain, on ne peut se permettre de jouer au jeu de l'autruche.

À cette horreur absolue, avec son impact sur le plan psychologique et relationnel, correspond une nécessité de justice, qui doit absolument primer sur une certaine hypocrisie pacificatrice de la communauté internationale.

Le brouillage médiatique

L'autre versant de la même même colline, comme on dit,



Réfugiés rwandais arrivant à la frontière du Zaïre.

tiré de : CIDMAMA AFRICAQUE, janvier 1995, vol. 1, no 1, p. 11

c'est une campagne de désinformation distillée par certains médias et des rumeurs selon laquelle il y a une sérieuse tension, voire une confrontation au sein de l'actuel gouvernement et de la population entre ce qu'on appelle maintenant "le clan des Burundi" et le clan des anglophones, entre les ex-réfugiés rwandais du Burundi et ceux provenant d'Uganda. C'est la dernière née des manoeuvres de diversion visant d'abord à créer artificiellement de nouveaux "points de rupture", et ensuite de susciter la méfiance de la part des observateurs étrangers, comme les bailleurs de fonds par exemple.

L'un des grands défis de l'actuel gouvernement sera de canaliser cette énergie diversifiée, pour atteindre une nouvelle idéologie du pluralisme et de mérite. Le futur du Rwanda en dépend. Selon le journal de Kigali, *l'Arc-en-ciel*, "Cette dynamique conflictuelle des groupes n'est en soi pas mauvaise. Il suffit simplement de la gérer."

Pour le reste, il faut être de mauvaise foi pour dire que Kigali est au bord d'une nouvelle catastrophe - culturelle, celle-là - causée par une "jeu-

nesse décultivée", venue du Burundi. Véritable "menace des mini-jupes" à surveiller de près, selon la nouvelle coalition de la moralité.

L'actuel gouvernement: une solution incontournable

Disons en conclusion que ces réductions et ces falsifications de toutes sortes constituent, selon une journaliste belge dans la revue *Esprit*, "une entreprise délibérée de sabotage des nouvelles autorités parce que les complices des bourreaux d'hier savent qu'un réel procès les éclabousserait tous." Ainsi, cette stratégie de justification du génocide et de dramatisation de quelques faux pas de parcours vont égratigner le Rwanda nouveau dans l'immédiat. Mais la marche de l'histoire est irréversible et l'actuel gouvernement incontournable. Il lui faut tout le soutien qu'il mérite dans ses efforts de fondation d'une nation pluraliste.

Obed Nkunzimana

Le Centre Populaire de Documentation

... Pour en savoir davantage

- Sur les médias
- La publicité
- L'intervention communautaire

Nous offrons des activités de groupes, pour nous aider à mieux comprendre la réalité médiatique qui nous entoure.

Revue, journaux, livres, revues de presse...

187, rue Laurier, local 316

821-2270

LA COMMUNAUTÉ TURQUE : UNE COMMUNAUTÉ JEUNE MAIS QUI BOUGE!

La Communauté turque est très jeune ici, surtout au Québec. Pour la connaître, il faut d'abord parler brièvement de l'histoire et de la géographie de la Turquie pour ceux qui ne la connaissent pas.

Les ancêtres des Turcs de la Turquie d'aujourd'hui viennent de l'Asie centrale où ils ont fondé 16 états. Ils ont été connus en Occident à l'époque des Ottomans, empire qui s'est échelonné sur une période de 6 siècles. Après la Première Guerre mondiale, ils ont pris en main leur indépendance et,

sous la gouverne de Mustafa Kemal Atatürk, ils ont fondé, le 29 octobre 1923, la république de la Turquie. Atatürk reconstruit le pays à partir de zéro. Il a fait beaucoup de réformes, dont le changement de l'alphabet turc (le passage de l'arabe au latin) ce qui a augmenté en peu de temps le nombre de lettrés, qui passa de 10% à 60%.

Au début des années 60, l'Allemagne a fait appel aux Turcs comme travailleurs-invités. La main-d'oeuvre turque joua un rôle important dans la reconstruction

de l'économie du pays. Aujourd'hui, environ un million de Turcs vivent en Allemagne.

Au Canada, la communauté turque compte 15 000 membres en Ontario et 5 000 au Québec. Le Québec a connu sa première vague importante d'immigration turque en 1986. Au bout de quelques années, suite à la déportation de quelques familles turques, les Québécois ont pris en main le problème et les ont protégées.

Qu'on se rappelle le rôle joué par la professeure de la

petite Gulizar qui est allée en Turquie ramener la famille qui y avait été déportée.

L'ARRIVÉE DES FAMILLES

Comme beaucoup d'autres, la communauté turque aussi a vécu des difficultés d'intégration. Mais ce problème s'est facilité avec l'arrivée de leurs familles. Les enfants et les parents ont commencé à apprendre la langue française pour ainsi mieux s'intégrer. Il y a déjà des Turcs qui enseignent ou étudient dans les universités de Montréal (UQAM, Concordia et McGill).

Il existe certaines associa-

tions turques à Montréal dont : Turquébec, qui est l'association culturelle et amicale la plus importante et qui a pour but d'intégrer la communauté turque à la vie québécoise. Cette association organise des soirées, des séminaires, des conférences sur différents sujets. La communauté est également fière d'encourager son équipe de soccer, Kentspor, qui depuis deux ans remporte le championnat de sa ligue.

Oui, la communauté turque est jeune encore, mais elle bouge!

Omer F. Özen
Bizim Anadolu

INTÉGRATION, EXPÉRIENCE VIETNAMIENNE

Quand les premiers réfugiés vietnamiens sont arrivés au Québec, en 1975, personne d'entre nous n'a parlé du problème de l'intégration. Il semble que ce terme nous était aussi étranger que le mot "tourtière". Quelques années plus tard, lorsqu'il nous a fallu traduire l'expression "intégration", nous avons choisi le terme "hôi nhâp". Littéralement "hôi" signifie assembler, associer, réunir et "nhâp" signifie entrer, joindre.

Les Vietnamiens ne sont pas familiers avec le concept de l'intégration. Dans notre société relativement homogène, ce problème ne se pose pas. Les groupes ethniques Cham et Cambodgien vivent au milieu des Vietnamiens, mais à part, dans leurs propres hameaux. Les immigrants chinois sont assimilés après deux ou trois générations grâce à notre culture confucéenne et bouddhiste commune; sinon, ils vivent dans des "ghettos" urbains. Pour les Vietnamiens, le fait que les Cham, les Cambodgiens ou les Chinois gardent leur langue, leurs coutumes, leurs structures familiales ou leur religion ne menace en rien l'identité culturelle vietnamienne. Après plus de dix siècles d'occupation chinoise, le peuple vietnamien a assimilé la culture chinoise (écriture, vocabulaire, système d'éducation, institutions politiques...), mais il a toujours gardé sa langue et son identité nationales. Dans notre histoire, nous avons

reçu des "boat people" chinois en grand nombre lorsque des "loyalistes" d'une dynastie se réfugiaient au Vietnam lors de révolutions. Nous les appelons "khach", c'est-à-dire "invités". Les enfants ou les petits-enfants de ces "invités" sont devenus vietnamiens et quelques-uns d'entre eux ont laissé leur nom dans notre histoire comme des respectables mandarins, des écrivains et même de grands patriotes.

LE VILLAGE: CELLULE FONDAMENTALE DE LA SOCIÉTÉ VIETNAMIENNE

Les Vietnamiens vivent dans des villages. Chaque Vietnamien doit être reconnu comme membre d'un village : cela fait partie de son identité. Depuis des milliers d'années le village est la cellule fondamentale de la société vietnamienne. Quand un Vietnamien déménage d'un village à un autre, il n'est accepté comme membre de son nouveau village qu'après plusieurs années ou

plusieurs générations. Avant d'être admis comme membre du village, ces gens sont appelés "ngu cu", c'est-à-dire "habitants temporaires". Ils peuvent travailler, acheter des terrains, construire leur maison, payer des taxes, leurs enfants peuvent aller à l'école, mais ils ne sont pas admis dans certaines activités du village, comme le Culte du Protecteur ou le conseil des Dignitaires...

C'est muni de cet héritage historico-sociologique que les Vietnamiens arrivent au Québec comme réfugiés politiques. À ce moment, il semble que personne ne songe à demeurer ici toute sa vie et la plupart gardent l'espoir de retourner dans leur patrie. Ils se considèrent donc comme des "habitants temporaires".

LE DILEMME DE L'INTÉGRATION

Les Vietnamiens se posent le problème de l'intégration

seulement quelques années après leur arrivée, lorsque leurs enfants en rentrant de l'école commencent à parler français entre eux. C'est à ce moment qu'ils voient clairement que s'ils attendent toujours le moment de regagner leur patrie, leurs enfants, eux, ne rentreront peut-être pas et que si jamais ils rentrent au Vietnam, ils y seront considérés comme des étrangers car ils sont plus québécois que vietnamiens. L'intégration, pour nous, se pose sous forme de dilemme : comment concilier l'intégration avec la sauvegarde de la culture d'origine? Peut-être sommes-nous ici dans une situation analogue à la situation des Québécois, nous qui avons dû vivre si longtemps avec ce géant culturel qu'est le peuple chinois, sans être avalés. C'est pourquoi notre première tâche, ici, a été d'organiser des cours de langue vietnamienne pour nos enfants. Depuis 1988 jusqu'à aujourd'hui, le nombre de classes et d'étudiants n'a cessé de s'accroître. Ces cours donnés à l'église ou à la pagode sont gratuits et les professeurs ne reçoivent aucun salaire. Nous ne recevons aucune subvention gouvernementale. C'est un trait de la culture vietnamienne de ne pas être trop exigeant. Ici, nous sommes des "invités".

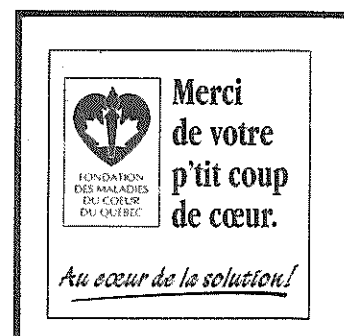
L'intégration, pour un Vietnamien, c'est d'abord et avant tout une question de culture. S'il discute d'intégration, le Vietnamien parlera des valeurs spirituelles des gens d'ici et les comparera avec les siennes. Dans ses rapports sociaux, le Vietnamien cherche toujours la conciliation plutôt que la confrontation.

En général, le Vietnamien ne croit pas que la raison soit le meilleur et le seul instrument pour régler tous les problèmes de la vie humaine. Ici, il est un peu en conflit avec le fondement culturel de la société québécoise. Ce que le Québécois qualifiera de raisonnable, lui le qualifiera de conforme aux sentiments et à la raison.

Dô Quy Toàn, originaire du Vietnam, professeur à l'UQAM.

Traduit et adapté par André Lanothe, S.J.

Vivre ensemble. Centre justice et foi



La coopération internationale : Une affaire ou une valeur?

Au Québec, plus de 50 organismes de coopération internationale ont tissé des liens de partenariat avec des Associations et Organisations non-gouvernementales du Tiers Monde. Grâce à leur travail, les ONG du Québec ont favorisé le développement des communautés des pays les plus pauvres de notre planète. Pourtant ce service à l'humanité est de plus en plus difficile à offrir parce que depuis quelques années, le gouvernement canadien comprime le budget de l'aide publique au développement. Ces compressions budgétaires affectent directement les organismes de coopération internationale et anéantissent les chances de progrès dans les pays du Sud.

L'entraide entre les peuples

La coopération internationale, c'est plus qu'une question d'aide. Ce que les ONG québécoises dont le Carrefour de solidarité internationale de Sherbrooke défendent et cherchent à protéger, ce sont des valeurs telles que la justice et la paix mondiales. L'aide publique au développement des pays pauvres, n'est pas une faveur que les pays riches accordent aux pays pauvres. Les organismes de coopération internationale véhiculent des valeurs qui devraient inspirer les institutions et les populations de cette pla-

nète. L'établissement des règles de jeux plus équitables, l'esprit de service et de coopération sont là des valeurs qui doivent prendre racine au sein de toutes les sociétés tant au Nord qu'au Sud. Le prochain siècle sera déterminant pour les habitants de la planète. Sans une réelle coopération, nous risquons de ne jamais trouver des solutions aux problèmes mondiaux.

Nous assistons de plus en plus à l'unification de pensées et d'actions afin de résoudre les problèmes planétaires. Plusieurs réunions sur le développement international se tiennent

quotidiennement au Nord et au Sud. Des critiques sont même venues de ceux-là qui oeuvrent en coopération. On a questionné le travail, les moyens et la façon de faire. Bref, les artisans et les promoteurs du développement n'ont pas peur de se questionner. Quelques échecs et abus enregistrés en coopération internationale ne devraient d'aucune manière justifier les coupures que fait le gouvernement canadien. La coopération n'est pas une affaire, c'est un service à l'humanité. Elle ne peut donc être considérée comme un secteur au même titre que les sports ou

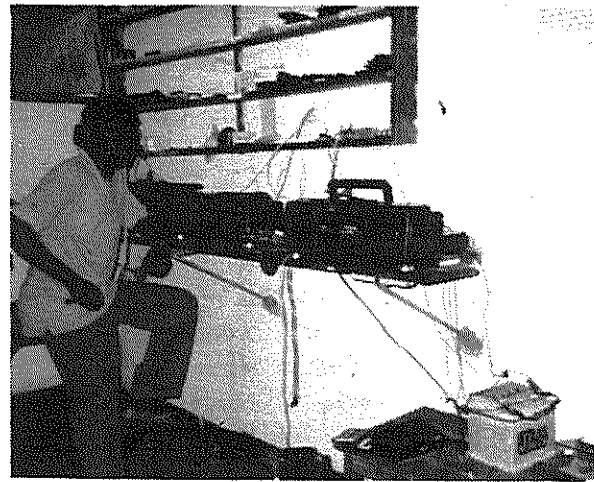


Photo : Alexandre Badibanga

Le choc du déséquilibre : le studio de mise en ondes de la nouvelle station de radio de Kananga au Zaïre.

les spectacles. Nous avons le devoir en tant qu'être humain de défendre la justice en participant au développement des peuples.

Alexandre Badibanga

**VOTRE
DON
VA
LOIN**

**DÉVELOPPEMENT
ET PAIX**

Rallye Tiers-Monde Estrie

UNE OUVERTURE SUR LE MONDE

Le Rallye Tiers-Monde Estrie est un organisme non-gouvernemental sans but lucratif qui existe depuis 27 ans déjà. Pour sa nouvelle campagne, le RTME poursuit deux objectifs principaux. Le premier est un d'éducation tandis que l'autre concerne davantage la levée de fonds. Pour sa campagne d'éducation, chaque année, le Rallye Tiers-Monde parcourt les routes de l'Estrie afin de sensibiliser la population aux réalités des pays en voie de développement.

Les jeunes des écoles primaires et secondaires composent la clientèle traditionnellement ciblée par le RTME. Ces derniers sont rejoints dans leur cadre scolaire. Il est important que les adultes de demain prennent connaissance de ce que peuvent vivre quotidiennement nos voisins du Sud. Au Rallye Tiers-Monde, on estime qu'il importe de donner, dès le jeune âge, une conscience diversifiée de l'Autre et une ouverture sur le monde. C'est pourquoi la préoccupation de mettre en évidence l'ingéniosité, la débrouillardise et le courage dont font preuve les peuples du Tiers-Monde pour assurer leur émancipation prévaut à l'intérieur des activités proposées.

2 MODES D'INTERVENTION

Le volet éducatif développé auprès des jeunes comprend deux modes d'intervention : les dîners internationaux et les animations. Lors des dîners internationaux, les élèves partagent un repas constitué d'un menu venu d'ailleurs. Pendant l'heure du midi, tout en dégustant des mets qui leurs sont souvent nouveaux, garçons et filles ont l'occasion d'échan-

ger avec la personne qui a préparé le repas de son pays d'origine. Ainsi, il s'agit non seulement d'une découverte culinaire, mais de favoriser un milieu favorable aux rencontres interculturelles.

D'une durée variant de trente minutes à une heure quinze, les animations permettent, pour leur part, d'aborder divers sujets en vue de favoriser la compréhension d'aspects particuliers du développement, de nuancer des perceptions et, nous l'espérons, de dépasser les préjugés existants. Afin que des personnes issues des communautés culturelles de pays en développement puissent co-animer, des démarches effectuées s'inscrivent dans ce sens.

Afin d'élargir le bassin de population rejoint par le RTME, de février à mai, divers clubs sociaux ainsi que des clubs d'âge d'or et des gens des résidences pour personnes âgées seront rencontrés.

Les critères permettant le choix des projets pour lesquels le RTME a été sollicité se sont précisés au fil des ans, afin de réellement répondre à des be-

soins identifiés par les personnes concernées. De même, c'est afin de contrer toute partialité ou conflit d'intérêts, que le comité de sélection est composé de cinq personnes, dont trois sont extérieures à l'organisme. Cette année, six projets ont été retenus : trois en Afrique, trois en Amérique latine et ce pour un montant global totalisant 15 000\$.

À titre d'exemple, une partie des sommes allouées a été consentie à 67 femmes impliquées dans 5 cuisines communautaires, de la région de Nandaima au Nicaragua. Ces femmes avaient besoin d'un soutien afin de pouvoir faire l'achat de poules, de coqs, de sorgho et de matériel utile à la production agricole, laquelle servirait à combler leurs besoins d'approvisionnement.

UNE LEVÉE DE FONDS POUR LES PROJETS

Afin d'appuyer les différents projets, il nous faut organiser une levée de fonds. Notre travail d'éducation procure, bien sûr, une porte d'entrée pour amener les gens à nous appuyer financièrement. À ce chapitre, ce sont les jeunes qui

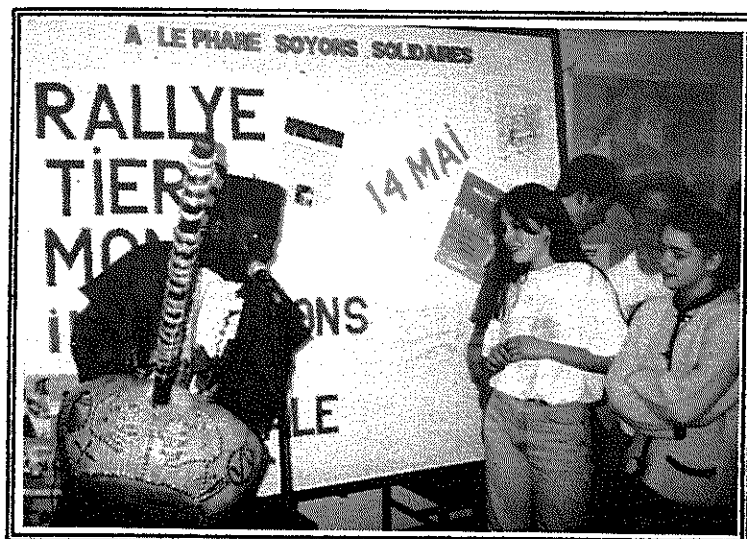
font le plus gros du travail en invitant leurs parents et voisins à contribuer. Mais au-delà de la sollicitation, c'est l'implication de ces jeunes qu'il faut surtout souligner. Il est intéressant de noter que plus de 500 jeunes de la région estrienne participent au Rallye Vélo et parcourent parfois jusqu'à 80 km pour manifester leur solidarité avec les peuples du Sud. Par ailleurs, pour une première année, des jeunes ont choisi de s'impliquer d'une autre manière et participeront à un spectacle de solidarité qui se tiendra le vendredi 28 avril au Théâtre Centennial de Lennoxville. Cette représentation comprendra quatre ou cinq groupes des polyvalentes de la région.

Pour tous, ces gestes de soli-

darité témoignent de leur souci de se responsabiliser et d'affirmer l'engagement dont ils sont capables; cela, en soi, mérite d'être encouragé. Rappelons que cette année la journée du Rallye Tiers-Monde, où se déroulera simultanément le Rallye Marche et le Rallye Vélo, sera samedi le 13 mai.

Tout le monde est invité à participer aux différentes activités. Il est possible d'obtenir des renseignements additionnels sur nos activités en téléphonant au 566-8595, ou en se présentant au bureau du Rallye. Vous pouvez également faire parvenir des dons en écrivant ou en vous présentant du lundi au vendredi entre 9 heures et 17 heures au 555 de la rue Short, à Sherbrooke.

Daniel Vanovershelde



Source : R.T.M. (archives)

Monsieur Boubakar Diabate, un griot africain, lors d'une animation de Rallye Tiers-Monde à l'école Le Phare l'année dernière.

Radiomédia, Rogers et cie.

Un concentré de concentrations...

L'automne dernier, l'univers radiophonique québécois subissait une mutation profonde. La fusion de Télémedia et de Radiomutuel a entraîné, d'un seul coup, la fermeture de six stations de radio AM, laissant derrière une centaine de sans emplois et privant les populations de Hull, Montréal, Trois-Rivières, Québec, Chicoutimi et Sherbrooke d'une source d'information.

Mis à part les nombreuses pertes d'emploi, cette fusion ne fait qu'accentuer le phénomène de concentration des médias et de raréfaction des sources d'informations au Québec et ce, plus particulièrement en région. À l'heure où tous misent sur le développement régional, il est paradoxal que les stations régionales disparaissent l'une après l'autre...

Sage décision, alliance stratégique unique, regroupement des forces, sauvetage de la radio AM, que d'expressions prudemment choisies pour justifier la création de Radiomédia, le "poupon" issu de cette union. "La réalité, c'est que le marché ne peut plus absorber autant de médias. Il faut donc consolider les effectifs, ce qui nous permet de revitaliser les stations locales"¹, d'avouer sans vergogne le vice-président de Radiomédia, Raynald Brière.

Comment les grands bonzes de la finance peuvent-ils prétendre que la qualité de l'information se trouvera améliorée lorsque six stations ferment leurs portes et que les effectifs journalistiques sont réduits? Comment maintenir et développer la démocratie, étroitement liée à la capacité des gens d'être informés, lorsque la population en région ne bénéficie que de trois sources d'informations (et parfois moins, dans certains cas) - Radiomédia, Radio-Canada et NTR - diffusant dans une large proportion des nouvelles à saveur montréalaise?

Et que dire de notre "chien de garde national"... Où était donc passé le CRTC? Nous n'avons eu droit qu'à son silence. Approuvant dans un premier temps la transaction, en reprenant même dans un communiqué de presse les propos des patrons de Radiomédia, le CRTC s'est vu obliger (ouf!), devant le tollé de protestations, de tenir des audiences publiques en décembre dernier. À savoir s'il révisera sa décision, voire imposera à l'avenir des règles plus sévères quant au contenu des émissions et à la distribution de licences, le doute subsiste...

Le "Big Bang" des médias canadiens

Le quotidien *Le Devoir* titrait le 19 décembre dernier "Rogers Communications veut acquérir Maclean Hunter: le CRTC devrait bénir une transaction éphémère". Chose dite, chose faite! Le lendemain, la plus gigantesque prise de contrôle de l'histoire des communications canadiennes se concrétisait. Grâce à cette transaction, Rogers dessert désormais plus du tiers des abonnés de la câblodistribution au Canada anglais; ajoute plus d'une vingtaine de câblodistributeurs à son réseau; devient propriétaire de cinq quotidiens - dont le *Sun* de Toronto et le *Financial Post* - et de quelque 200 périodiques, y compris *Maclean's*, *L'Actualité* et *Châtelaine*.

Bref, on nous sert un bouillon de plus en plus concentré, presque amer, que seul le CRTC, à la limite, pourrait encore diluer. Mais pour l'instant, le chef cuisinier ne semble guère se soucier du résultat final de sa propre recette...

Cathy Bergeron, pour le CPDE

¹ La Tribune, 14 novembre 1994.

Le Centre de santé des femmes de Sherbrooke:

LE CENTRE FÊTE SON QUINZIÈME ANNIVERSAIRE CETTE ANNÉE!

Depuis 15 ans, il s'en est passé des choses! Voyons l'évolution de cet organisme.

Depuis 1979, les objectifs du Centre de santé des femmes de Sherbrooke sont demeurés les mêmes: renseigner et favoriser l'autonomie et la prise en charge des femmes face à leur santé psychologique et physique. Pour favoriser celles-ci, plusieurs outils sont mis à la disposition des femmes: ateliers, conférences et groupes de soutien. Par ces outils, les femmes peuvent briser leur solitude et partager avec d'au-

tres femmes leur vécu, leurs expériences ou se renseigner sur de nouvelles idées et techniques en regard de leur santé.

Divers sujets de discussion

Une panoplie de thèmes sont abordés: activité physique, alimentation, auto-examen des seins, lesbianisme, massage pour bébé, ménopause, MTS, sida, sexualité, stress et bien d'autres encore...

Tous ces thèmes sont abordés

par des personnes compétentes ayant reçu une formation en santé globale.

Le Centre de santé des femmes de Sherbrooke est un endroit chaleureux où les femmes peuvent se sentir à l'aise d'exprimer leur cheminement tout en venant chercher l'aide et l'information adaptées à leurs besoins quotidiens.

Pour de plus amples renseignements, n'hésitez pas à nous contacter au 564-7885.

Josée Proulx

JEUNES : DES PROBLÈMES PLEIN LA DETTE

Une récente étude de l'ACEF Thetford Mines confirme la perception du Service budgétaire populaire concernant l'endettement des jeunes. En fait, les ado-consommateurs répondent allègrement aux propositions alléchantes d'une société de consommation convoitant de plus en plus leur portefeuille.

Parmi les 1 375 questionnaires complétés par les adolescent-e-s en cours d'étude, 42% révèlent une situation d'endettement. Chez ces endettés, 43% affirment avoir contracté une dette de moins de 1 000\$, 40% entre 1 000\$ et 5 000\$ et la balance, soit 17%, se voit endettée de plus de 5 000\$. Ces jeunes sont-ils sur la voie de leurs aînés les menant à l'insécurité financière, voire à la faillite? Le *Surintendant à la faillite* considère que le jeune âge constitue un facteur prédisposant à la faillite, l'âge moyen des faillis étant de 27 ans.

Les sources d'endettement

47,5% des répondants présentent des dettes reliées à la possession d'une automobile, 38% aux loisirs et 28% aux vêtements. Les dépenses courantes et celles reliées à l'aménagement dans un premier logement sont soulignées par les répondants, mais dans une moindre mesure.

Alors que les filles et les garçons vivant seuls s'endettent dans une même proportion, la vie de couple favorise l'endettement. Le niveau de revenu semble également déterminant, puisque non seulement un bon revenu permet d'aborder des domaines de consommation plus dispendieux, mais il donne un accès plus facile au crédit. Les chiffres les plus inquiétants

provenant de cette étude concernent la méconnaissance des jeunes en regard de leur endettement. Près des deux tiers avouent ne pas connaître leurs obligations relatives au crédit, et plus du quart se fichent complètement de leur endettement. L'éducation populaire concernant le crédit et la planification budgétaire nous semble donc toujours fort à propos.

Les prêts étudiants : pour devenir "maître à dettes"

Seulement la moitié des finissant-e-s se trouve un emploi dans leur domaine dans les deux années suivant l'obtention de leur diplôme. La dette moyenne se situe à près de 7 300\$, mais il est fréquent de rencontrer des étudiant-e-s traînant des dettes relatives aux études de plus de 20 000\$. Le nombre de demandes de paiement différé (repousser la dette à plus tard) est passé de 4 000 en 1988 à plus de 12 000 cette année.

Le vieil adage qui dit "Qui s'instruit s'enrichit" peut paraître désuet de nos jours. Ne faudrait-il pas l'actualiser en le formulant plutôt comme suit : "Qui s'enrichit s'instruit, mais à crédit". En fait, l'État augmente sans cesse les frais de scolarité, et par conséquent l'endettement des jeunes, en prétextant que ce sont aux

individus à porter le coût de leur formation. Pourtant, l'éducation de la jeunesse profite à l'ensemble de la société, et ce particulièrement aux entreprises qui bénéficient d'une main-d'œuvre parmi la mieux formée au monde.

La réforme Axworthy : quadrupler les dettes d'études

Le gouvernement fédéral, qui finance de moitié le système de prêts et bourses avec le provincial, propose, dans le cadre de la réforme Axworthy, de multiplier par quatre la portion de prêts dans l'aide financière aux étudiant-e-s. Cette réforme est inacceptable puisqu'elle poussera les jeunes vers le gouffre de l'endettement, voire de la faillite. Imaginez notre belle jeunesse, bardée de diplômes, prête à relever les défis se présentant à elle, avec l'enthousiasme de son âge... Elle sera à l'aube de sa vingtaine, et propriétaire d'un diplôme qui lui aura coûté 30 000\$ ou 40 000\$. Cette réforme démontre bien l'impuissance (ou l'absence de volonté) du gouvernement Chrétien à trouver des solutions misant réellement sur la formation de la jeunesse.

Yves Couturier,
Service budgétaire populaire de l'Estrie (SBP).

Sources: *Changements*, oct. 94.
Affaires plus, oct. 94



CINÉMA

NELL

Avec Jodie Foster et Liam Neeson

Un film d'interprétation

Une jeune femme sauvage est découverte dans une grande forêt, près d'un grand lac (ce qui nous amène quelques belles images de la nature - les citadins en ont besoin!). Le médecin qui hérite de cette sauvagesse est quelque peu déboussolé par le comportement et le langage de la jeune femme, il va donc demander de l'aide à une psychologue. Cette dernière veut repatrier ce "spécimen" dans une clinique, le médecin (un bon gars quoi!) s'y oppose et veut la laisser vivre dans son milieu d'origine. Un combat légal de 3 mois débute entre les deux antagonistes pour découvrir le langage de la jeune femme, et juger si elle est apte à subvenir à ses besoins.

Évidemment, le conflit se transforme en une belle symbiose, du type : père- mère- enfant. De bien beaux sentiments coulent tout au long du film, mais le thème fondamental de l'enfant sauvage est dilué par les rapports affectueux (très intéressants malgré tout) entre les 3 personnages principaux. Comme tout bon film "américain", on retrouve un homme et une femme dont les intérêts s'opposent radicalement, mais miracle! À la fin du film, ils s'aiment d'un amour profond, tout cela grâce à Nell.

La scène du procès à la fin du film constitue le point faible de l'histoire. Pour une sauvagesse qui n'a jamais côtoyé la civilisation, elle s'en tire fort bien. Un citoyen normal serait moins loquace, même avec un interprète!

Un film un tantinet touchant, avec de belles images, et surtout, une forte interprétation de Jodie Foster.

Sylvain Toutant

Art, je t'aime!

Comment pourrais-je t'oublier, toi mon art qui me tient, me soutient et me fait grandir.

Tu émanes du plus profond de mon âme, et ton inspiration me réchauffe le coeur.

Tu sais nous capter dans un état indescriptible. Tu nous transportes vers la création. Ton sens pour toi n'est qu'unique: l'enchantement par l'expression.

Si, par moments, notre existence nage dans des eaux troubles, tu surgis à la rescousse, tu nous mènes vers la délivrance en transposant notre détresse en oeuvres nouvelles, à jamais indestructibles.

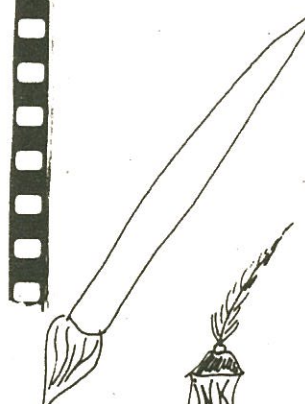
Et dans les moments de bonheur immense, tu guides nos plumes et nos pinceaux sur une toile de fond qui n'en sera que plus lumineuse.

Art, je t'aime parce que, par ta magie, tu métamorphoses le mal en bien, le bien en merveilleux, et le merveilleux en l'éternel.

Tu dénonces les injustices de toutes sortes, en y apportant un brin d'espoir. Tu nous donnes le goût d'aller plus loin, de dépasser les limites de la libre-expression si froidement imposées par la société. L'art peut changer le monde. J'y crois toujours.

L'épreuve n'est plus qu'un soulagement, le chagrin laisse place au réconfort, et l'incertitude se résout soudainement en une vérité acquise, enfin délivrée d'un monde lointain.

Maryse Dumont



Équipement de bureau
QWERT Itée
985, rue Galt ouest, Sherbrooke 562-5079

SERVICE (RÉPARATION TOUTES MARQUES)
VENTE
LOCATION

SMITH CORONA

S'abonner c'est se donner les moyens de mieux s'informer

Abonnement régulier . . . 15 \$
Institutions, organismes . . . 20 \$
Note: le prix inclut la TPS

Ci-joint un chèque ou mandat-poste au montant de _____ \$ pour _____ abonnement(s) adressé à Entrée Libre
187, rue Laurier, local 317, Sherbrooke (Québec), J1H 4Z4

Nom : _____
Adresse : _____ Code postal : _____
Ville : _____ Téléphone : _____



Le financement des groupes populaires

URGENT!

Recherchons équipiers et équipières pour faire :

- Rédaction
- Photos
- Enquêtes
- Montage

Se joindre à l'équipe d'*Entrée Libre* permet de s'impliquer humainement dans le quartier.

Contactez-nous: **821-2270**